L’Algérie refuse de recevoir le ministre français de l’Intérieur

01/11/2009 à 21h18

Alger a répondu, fin octobre, négativement à une demande de Paris concernant l’organisation d’une visite du ministre français de l’Intérieur, Brice Hortefeux. Nouvelle confirmation du froid entre Alger et Paris.

Vu l’état des relations actuelles entre les deux pays, Alger juge inopportunes les visites ministérielles. *« Nous n’avons rien à lui dire »*, explique une source algérienne. Pourtant, une visite du ministre français de l’Intérieur à Alger sera déterminante pour l’avenir de plusieurs dossiers bilatéraux. Les deux pays ont signé en 2008 un accord majeur en matière de sécurité.

L’accord prévoit des équipes de policiers mixtes algéro-françaises pour lutter contre le trafic de drogue et le blanchiment d’argent, **la formation de 55 000 gendarmes algériens en France**, la fourniture de matériel à la police et la gendarmerie… Grâce à cet accord, l’Algérie est devenu le premier pays arabe à pousser sa coopération sécuritaire avec la France à un tel niveau.

«Les Algériens, qui voient d’un mauvais œil les restrictions françaises en matière de circulation et de séjour des Algériens en France.»

L’avenir de cet accord dépendra en partie de l’évolution des relations bilatérales et de la nature de la relation entre Yazid Zerhouni et Brice Hortefeux. Ce dernier paye notamment sa forte proximité avec Nicolas Sarkozy – peu apprécié en Algérie. Son passage à la tête du ministère de l’Immigration et de l’identité nationale l’a desservi également dans sa relation avec les Algériens, qui voient d’un mauvais œil les

restrictions françaises en matière de circulation et de séjour des Algériens en France. Et plus récemment, ses déclarations sur les Arabes ont été mal accueillies en Algérie, car jugées racistes.

Brice Hortefeux est le deuxième ministre français qu'Alger a refusé de recevoir en quelques semaines. Avant lui, Eric Besson a dû annuler un projet de déplacement en Algérie. Eric Besson devait déjà se rendre en Algérie en février 2009 dans le cadre d'une tournée africaine. La demande a été relancée l'été dernier à l'occasion de l'ouverture des négociations sur les accords de 1968 en matière d'immigration, sans que les autorités algériennes ne donnent de réponse claire. (source) (via big brother)